

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.



ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 46.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen **SOMMIER**, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen **CAHAIGNE**,  
rédacteur en chef, au bureau du Journal,  
rue de Rivoli, 46.  
(Affranchir.)

La fête de la Fraternité a commencé ce matin à sept heures ; elle dure encore au moment où nous écrivons. Des détachements de l'armée, la garde nationale et la garde mobile, ont reçu, à l'Arc de triomphe de la barrière de l'Étoile, les drapeaux républicains des mains du Gouvernement provisoire. Ces différents corps ont ensuite fraternisé sur les places et sur les quais. Le défilé a commencé à trois heures. Plus de deux cent cinquante mille hommes ont marché vers l'Arc de triomphe dans une admirable tenue. Nous avons surtout remarqué l'enthousiasme de la garde mobile. Arrivés devant l'estrade, les citoyens armés mettaient leurs schakos et leurs casquettes au bout de leurs fusils, et criaient avec transport : *Vive la République !*

Nous n'avons pas entendu une seule fois le cri : *A bas les communistes !*

Un très-grand nombre de gardes nationaux étaient en blouses et en bourgeoises.

Ce soir, Paris est illuminé.

Paris, 20 avril.

IL FAUT EN FINIR !

Tel est le titre dont l'Assemblée nationale décore aujourd'hui son premier Paris. N'oublions pas que l'Assemblée nationale est le journal du Club républicain pour la liberté des élections, journal fondé par MM. duc de Richelieu, duc de la Force, duc de Fezensac, duc d'Estissac, comte d'Anthouard, comte Beugnot, duc de Noailles, vicomte Lemerrier, de Vatimesnil, de Chastellux, Hennecart, Liadières, Viennet *clé d'or*, sans oublier le duc d'Escars, *à tutti quanti*.

Or, ce journal, infusé de toute la loyauté supposable chez les républicains ducs et comtes dont la liste précède, nous dit bravement aujourd'hui : Il faut en finir !

En lisant ce titre, nous comptons sur un factum de couleur tout autre. L'Assemblée nationale d'hier annonçait, en effet, que ce numéro était l'un des derniers, et nous nous disions, fêrçes que nous sommes. A quoi bon troubler l'heure suprême des agonisants ? ce serait mauvaise œuvre. Laissons paisible, en tant qu'il dépend de nous, l'heure du repentir, du remords même ; remords bien cruel, en vérité, si tous ces barons chrétiens, ayant juré sur l'Evangile, se rappellent au moment suprême la hauteur et la sainteté d'un serment fait selon la loi du Christ : liberté, égalité, fraternité. Qu'ils s'éteignent donc en paix, s'ils le peuvent ; regardons les partir en usant de cette générosité républicaine qui croirait se dégrader en insultant à l'ennemi mourant.

Telle était notre inspiration d'hier. Mais nous avions compté sans la haine vipérine du reptile réchauffé. Ces derniers moments de nos adversaires, loin d'être recueillis selon la voix de la conscience, religieux comme il appartient à des chrétiens, ces derniers moments se résument en un accès d'hydrophobie. En face de la maladie, il convient d'indiquer le remède ; il faut en finir !

Afin de bien mettre nos lecteurs au courant, nous allons reproduire certains fragments du journal *in extensis*. Hommes de bonne foi, hommes d'honneur, quelle que soit votre opinion, rapprochez bien notre langage, après la victoire, de celui de ces barons chrétiens et républicains si purs, et jugez :

« Tous nos lecteurs connaissent le langage de la Commune de Paris et de la Réforme ; ils savent tous que ces deux journaux, à la tête de quelques feuilles qui marchent sur leurs traces, ne veulent pas d'une république modérée ; ils demandent une république qui représente une portion du pays, un parti.

« A tort ou à raison, l'opinion publique accuse ces feuilles de vouloir renverser le gouvernement provisoire au profit de nous ne savons quelle combinaison que le pays réprouve et repousse. Eh bien, voici la position de ces feuilles :

« La Réforme a été fondée par M. Ledru-Rollin, qui qui en a été longtemps propriétaire. En février dernier, le journal était rédigé par M. Flocon, l'un des membres du gouvernement provisoire, qui s'est proposé et nommé lui-même.

« La Commune de Paris est installée dans l'hôtel de l'ancienne liste civile. Elle a, dit-elle, un bail. Par qui est-il signé ? Qu'elle le dise.

« Y a-t-il un bail aussi pour fournir et mettre à la disposition du rédacteur en chef de ce journal trois ou quatre cents hommes qui ne portent point les couleurs nationales ?

« Qui paie cette garnison armée ? Qui tolère cette puissance qui se prétend au-dessus des lois ?

« C'est évidemment M. le ministre de l'intérieur qui est responsable du désordre qu'il tolère et qu'il semble encourager.

« Il faut en finir.

« Les faits sont assez graves, assez périlleux pour provoquer une enquête sérieuse et libre. Nous sommes tout disposés à admettre qu'il n'est point personnellement coupable, et que ses amis l'entraînent et font de lui l'instrument de leur cupidité, de leurs mauvaises passions.

« L'ambition, la faiblesse et l'orgueil donnent de mauvais conseils.

« L'opinion publique commence à se prononcer énergiquement. L'acte d'accusation s'est déjà formulé dans plusieurs clubs ; comment donc notre journal

n'aurait-il pas le courage de dire ce que chacun pense tout bas ? »

Nous allons répondre paragraphe par paragraphe ; et, toujours plus logiciens et plus loyaux que nos adversaires, nous tirerons la conclusion.

« Ils demandent (la Commune de Paris et la Réforme) une république qui représente une portion du pays, un parti. »

Si l'Assemblée nationale s'était donné la peine de lire la déclaration de principes des *Amis de la Vérité*, dont faisaient partie Flocon et Cachaigne, entre autres, l'Assemblée nationale aurait vu que ces hommes, s'ils ont modifié leur déclaration publiée depuis plus de vingt ans, ne l'ont fait que pour marcher en avant. Or, le premier paragraphe de cette déclaration était celui-ci : *Tout homme a droit à vivre.*

Deuxième paragraphe. *L'opinion publique accuse ces feuilles de vouloir renverser le gouvernement provisoire, etc.*

De quelle opinion publique parlez-vous ? de celle des ducs et comtes susnommés, sans doute, opinion condamnée dans vos bureaux. Soyez sûrs que le gouvernement, s'il a lu vos lignes, n'a pu faire qu'un geste de dédaigneuse pitié.

Voici la position de ces feuilles :

« La Réforme a été fondée par M. Ledru-Rollin, etc. »

Tout ce paragraphe est faux. La Réforme a été fondée par un grand nombre de républicains ; l'un d'eux vous parle ici, et les listes sont là.

« M. Flocon, l'un des membres du Gouvernement provisoire, s'est proposé et nommé lui-même. »

Cela est faux. Notre ami Flocon a été nommé par la révolution elle-même. C'était de droit. Il était sur les barricades quand vous étiez à l'ombre et en train de dresser les listes de proscription qui nous frappaient tous.

« La Commune de Paris a, dit-elle, un bail. Par qui est-il signé ? Qu'elle le dise. »

Toute impertinente que soit la question, la Commune de Paris répond : « Oui, nous avons un bail signé pour trois, six ou neuf années ; signé par l'administrateur préposé *ad hoc* ; et cette pièce est bien autrement solide que certaines autres à votre adresse, et dont nous pourrions parler, si la pudeur ne nous arrêtait. »

« Y a-t-il un bail pour fournir trois ou quatre cents hommes armés ? etc. »

Quand nous vous avons appelés sur le terrain, vous avez reculé pour intriguer dans l'ombre. Il fallait se mettre en garde contre un coup de main possible ; le peuple ne nous a pas fait défaut. Avez-vous droit à pareil appui ?

« Qui paie cette garnison armée ? »

Nous mêmes, s'il fallait la payer. Cet argent ne serait-il pas mieux placé que celui jeté par certains barons chrétiens à ces bandits qui, saqueurs, effrayaient la cité par leurs promenades nocturnes, avec des torches à la main ?

Ici vous attaquez le ministre de l'intérieur. En vérité, le dégoût nous arrête. Vous êtes bien tristement maladroits.

Ah ! que le vieux confrère, le vétéran de la diplomatie est bien plus habile ! Lisez donc avec attention, ducs si promptement républicains, lisez l'article premier-Paris des *Débats* de ce matin. Commentez bien le second paragraphe. Voyez comme sa phrase est ductile ; voyez comme il enfonce doucement le stylet. Prenez exemple, messieurs, et profitez, tout académiciens que vous puissiez être, au moins en partie.

Nous permettez-vous de faire une légère digression en faveur du *Courrier de la Gironde* ? Passez-nous cette fantaisie, messieurs, et surtout, retenez bien que, pour parler son langage, il faut avoir déjeuné comme Ezéchiël. Les Gascons prennent partout, disait Henri IV ; bien ! mais en ce temps la gasconade était réputée spirituelle ; elle n'en était pas encore à exhumier de Fonfrède les plus vilains jours.

Résumons-nous, selon votre titre. A tous vos ducs et comtes nommés en tête de cet article, ajoutez encore tous ceux que vous pourrez trouver d'aussi noble race, de sentiments aussi purs. Nous nous tenons en nombre égal à votre disposition.

Il faut en finir : finissons-en donc.

J. CACHAIGNE, rédacteur en chef.

AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE.

Citoyens,

La calomnie est l'arme empoisonnée au moyen de laquelle les ennemis de la République veulent ternir les dévouements éprouvés.

On veut nous faire passer, mes vieux amis et moi, pour des anarchistes, des communistes, puisque tel est à présent le mot perdue qui servira de prétexte au plus injustes persécutions.

En présence de ces attaques, je dois protester énergiquement et ne laisser planer aucun soupçon sur la pureté de nos intentions. — Dévoués à la cause républicaine pour laquelle nous avons combattu sous toutes les formes, nous continuerons à prêter notre concours au Gouvernement contre les réactionnaires, comme nous l'avons fait déjà en plusieurs occasions.

Nous sommes en France 35 millions d'habitants, 30 millions manquent souvent du nécessaire, cela doit cesser.

L'Assemblée nationale doit proclamer : 1° le droit au travail, d'où résultera nécessairement le bien-être pour tous ; 2° la création d'établissements destinés aux

invalides de l'industrie et de l'agriculture ; 3° justice pour tous, etc. ; que la responsabilité de tous les fonctionnaires publics soit réelle et qu'ils n'oublient pas qu'ils sont les commis du peuple ; que la diminution du traitement n'appelle à toutes les charges que les citoyens dévoués à la patrie.

Dans un pays de libre discussion, toutes les idées ont le droit de se produire.

La République est sous la sauvegarde de tous les bons citoyens. Si elle était menacée, nos frères se leveraient spontanément pour la défendre contre les intrigants, les réactionnaires et les calomnieux.

J'ai exprimé sommairement, le 25 février, mes idées dans le *Programme du Peuple* et l'*Opinion d'un patriote* ; Ces pièces ont été publiées par la voie des affiches et des journaux ; elles avaient été communiquées à nos amis plusieurs mois avant la révolution.

Nous prions les citoyens dont on veut surprendre la religion de vouloir bien nous visiter. Nous serons heureux de les recevoir et de les éclairer à notre égard.

Union. — Droit. — Devoir.

Veillons tous !

Vive la République !

— Nous lisons dans la *Vraie République* :

« Les cartes d'électeurs sont remises, dans les bureaux de chaque mairie, aux citoyens qui vont les chercher. »

« Ne serait-il pas convenable de les faire distribuer à domicile par les facteurs de la poste ? L'affluence est considérable à certaines mairies, et la perte de temps peut être un obstacle pour beaucoup d'ouvriers. »

« Citoyens, n'oubliez pas qu'on ne pourra pas voter sans carte. »

SUISSE.

Le 12, M. le général Thiard, ministre de la République française en Suisse, a remis ses lettres de créance au vorort. M. Thiard a dit, dans son discours au Directoire, qu'il était chargé de dissiper les nuages qui s'élevaient entre la Suisse et un gouvernement qui a cessé d'exister. Le Directoire a donné un banquet pour célébrer la réception du nouveau ministre de la République française. Les membres du corps diplomatique présents à Berne, savoir : le nonce apostolique, le chargé d'affaires de Sardaigne (M. Rachia), M. Robert Peel, le ministre d'Espagne et quelques attachés de légation s'y sont trouvés. M. Thiard, vieillard de 76 ans, montre beaucoup d'affection pour le peuple suisse. Le soir, le ville lui a donné une sérénade au flambeau. M. Auguste Moschard était à la tête du cortège, qui s'arrêta devant l'Hôtel-de-la-Couronne, où le général est logé. M. Thiard s'étant présenté à la fenêtre, M. Moschard lui a adressé un discours chaleureux auquel le citoyen général répondit avec émotion. Pendant cette solennité, le bruit du canon annonçait au loin le salut fraternel que se donnaient les deux Républiques.

(Le Confédéré de Fribourg)

Nous lisons dans le *Précurseur de l'Ouest*, à la fin d'un excellent article sur l'impôt progressif :

« Nous terminerons par une dernière réflexion. Un des grands avantages, suivant nous, de l'impôt progressif sera d'être pour le riche lui-même un puissant stimulant d'activité. La richesse, en effet, ne pourra se conserver longtemps en passant de main en main sans se renouveler à sa source, le travail. Les pères qui laisseront un bel héritage à leurs enfants ne le leur transmettront qu'avec la perspective de le voir s'amoin-drir insensiblement, s'ils restent entièrement oisifs. Ses enfants sentiront mieux la nécessité du travail, et le travail, il ne faut pas l'oublier, s'il est la source de la richesse, est aussi le plus ferme soutien et le garant le plus sûr de la moralité. »

TROUSSART.

LES AMIS DE L'ORDRE ET DE LA LIBERTÉ.

Le peuple le plus spirituel de la terre se laisserait-il encore mener, bafouer, leurrer avec des mots ? Ne se rappellera-t-il pas que ces mots, qu'on vient lui jetter périodiquement avec emphase, furent écrits en 1830 sur tous nos corps de garde ? Les corps de garde sont restés ; mais l'ordre, mais la liberté, qu'en a-t-on fait, mon Dieu !

Et sérieusement, dites-nous donc, vous qui vous faites de l'ordre, à l'exclusion de tous les autres, quels étaient vos plans il y a deux mois ? Par quels moyens comptiez-vous organiser cet ordre, dont vous êtes les si fermes soutiens ?

Voyons, qu'aviez-vous dessein de faire pour ces trente millions de Français qui arrosent la terre de leurs sueurs, qui s'étiolent dans les manufactures, qui mangent du mauvais pain, quand ils en ont ; qui donnent leurs fils à la conscription et leurs filles aux grandes villes ; qui n'ont enfin de meilleure perspective que l'hôpital quand la maladie les prend ? — Quel était l'ordre social que vous vouliez substituer à ce hideux désordre ?... Pardonnez notre oubli : vous demandiez à grands cris l'adjonction des capacités !

Allons, hardis champions de la liberté, racontez-nous vos prouesses : n'est-ce pas un de vos plus illustres chefs qui fut l'heureux inventeur des lois de septembre ? Mais le droit de réunion, vous l'avez vaillamment défendu... de la parole, jusqu'au moment décisif où il fallut le défendre autrement.

Alors, oh ! alors, ardents amis de la liberté, vous



vous êtes prudemment retirés, laissant à d'autres à courir les chances douteuses d'un combat trop au-dessous de vous.

Il est beau de savoir réclamer le fruit d'une victoire aussi chèrement payée, et votre courage a mérité les plus nobles palmes!

Oh! aveugles, trois fois aveugles, vous ne voyez donc pas que le lion ne veut plus être muselé, et qu'il y a danger pour vous à le caresser de trop près!

Le peuple n'a que faire, par le temps qui court, de votre vieux bagage parlementaire; il lui faut des hommes d'une autre taille que la vôtre. — Place, s'il vous plaît, place au peuple lui-même; mieux que vous il a le véritable sentiment de l'ordre et de la liberté.

J. P.  
(Libéral du Nord.)

On trouve dans le *Citoyen*, journal du département de la Meuse :

« M. Etienne, que nous croyions tombé avec la monarchie, vient de se révéler par des prétentions à la représentation nationale; en présence de cette nouvelle candidature, nous nous sommes demandé si nous devrions, dans notre conscience de citoyens, et à l'instar des électeurs de la royauté citoyenne, sanctionner par notre vote l'hérédité de la députation. Comme nous voudrions pouvoir établir l'hérédité du mérite et de la capacité? A cette question, malheureusement pour la candidature de M. Etienne nous avons été forcés de répondre : Non! »

« Peut-on se dissimuler, en effet, que, lors de l'élection de M. Henri Etienne, son titre unique à la recommandation publique était d'être le fils d'un citoyen illustre, citoyen pour lequel nous avons toujours été et nous serons toujours remplis de vénération? Ce titre était beau, sans doute, mais était-il donc suffisant pour motiver un mandat aussi important que celui qui lui a été conféré? Evidemment, non. Les électeurs de l'époque ne pouvaient le penser eux-mêmes; car, comme nous, ils savaient que, personnellement, ce candidat n'avait rien fait qui pût justifier cette distinction. Non-seulement ils ne le pensaient pas, mais leur cynisme allait jusqu'à proclamer tout haut que leur candidat, à défaut de tout autre mérite, avait celui de pouvoir les servir dans leurs incessantes sollicitations.

« M. Etienne était donc tout simplement l'homme d'une coterie de privilégiés.

« A-t-il donné depuis des preuves de patriotisme capables de faire oublier de tels antécédents?

« Certes, tout en lui tenant compte de ses quelques réflexions à la Chambre, en présence de la conduite qu'il a tenue lors des derniers événements, nous sommes encore forcés de dire, non. Il était, disait-il, membre de l'opposition, et, cependant, lorsqu'il s'est agi d'établir, d'organiser la résistance à un pouvoir antinational, qu'est-il devenu? Où était-il lorsque ses honorables et courageux collègues organisaient sous le glaive, le banquet du 12<sup>e</sup> arrondissement? Où était-il lorsque ces mêmes députés décrétaient la mise en accusation des ministres prévaricateurs? En vain nous avons cherché son nom parmi ceux de ces courageux patriotes! Où était-il?

« Que dirait-on d'un soldat qui, au moment du combat, abandonnerait son poste? On le qualifierait de lâche désesteur, et il serait ignominieusement dégradé et puni.

« Un chef intelligent prendrait-il cet homme pour le mettre de nouveau sur la brèche?

« Ah! le peuple est plus clairvoyant qu'on ne le pense! N'avait-il pas raison lorsqu'il se demandait si M. Etienne était bien franchement et sincèrement de l'opposition? Le doute lui était, en effet, bien permis, surtout en présence des honteuses manœuvres ouvertement employées pour amener son élection.

« Qui n'a été témoin ou confident des promesses de toute nature faites aux électeurs pour les capter? C'était une monnaie dont notre candidat était vraiment prodigue; mais cette monnaie était-elle fautive ou de bon aloi? Telle était la question que provoquait nécessairement cette avalanche de grâces.

« De deux choses l'une : Ou bien M. Etienne était réellement de l'opposition, et alors, en faisant toutes ces promesses, il savait bien qu'il ne pouvait les réaliser; car, on le sait, les faveurs de messieurs les ministres n'étaient pas pour les gens de l'opposition. Ou bien, il pouvait les réaliser, et alors il mentait au pays, en se disant de l'opposition, et n'était en réalité qu'un ministériel déguisé.

« M. Etienne n'est pas l'homme du peuple, car le peuple ne demande rien que son droit.

« Il n'est pas l'homme du peuple, car le peuple aime les hommes forts et courageux; car le peuple hait la duplicité. »

## Actes officiels.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

#### PROCLAMATION.

Citoyens,

La République vit de liberté et de discussion. Les clubs sont pour la République un besoin, pour les citoyens un droit.

Aussi le Gouvernement provisoire s'est-il félicité de voir sur les divers points de la capitale les citoyens s'assembler pour conférer entre eux sur les questions les plus élevées de la politique, sur la nécessité de donner à la République une impulsion énergique, vigoureuse et féconde.

Le Gouvernement provisoire protège les clubs.

Mais, pour que leur liberté, pour que la révolution ne soit point arrêtée dans sa marche glorieuse, gardons-nous, citoyens, de tout ce qui peut entretenir, dans l'opinion, des inquiétudes sérieuses et permanentes; rappelons-nous que ces inquiétudes servent d'aliment à des calomnies contre-révolutionnaires et d'arme à l'esprit de réaction; avisons donc à des mesures qui, en protégeant la sécurité publique, coupent court aux dangereuses rumeurs, aux calomnieuses alarmes. Si la discussion libre est un droit et un devoir, la discussion armée est un danger; elle peut devenir une oppression. Si la liberté des clubs est une des plus inviolables conquêtes de la révolution, des clubs qui délibèrent en armes peuvent compromettre la liberté

elle-même, exciter la lutte des passions et en faire sortir la guerre civile.

Citoyens, le Gouvernement provisoire, fidèle à son principe, veut la sécurité dans l'indépendance des opinions. Il a déjà pris des mesures propres à la protéger; il ne peut vouloir que les armes soient mêlées aux délégués. Notre République, c'est l'union, c'est la fraternité, et ces sentiments excluent toute pensée de violence.

La meilleure sauve-garde de la liberté, c'est la liberté.

Les membres du Gouvernement provisoire.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire, voulant signaler par des actes de clémence les glorieux événements qui viennent de s'accomplir;

Sur le rapport du ministre de la guerre,

Décète ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Amnistie est accordée à tous sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats des troupes de terre qui sont en état de désertion, et aux jeunes soldats appelés au service qui n'ont pas rejoint le corps auquel ils étaient destinés.

Sont compris dans ces dispositions les déserteurs et insoumis qui, ayant été arrêtés ou s'étant présentés volontairement, n'ont pas été jugés et condamnés définitivement au jour de la publication du présent décret.

Art. 2. Pour profiter de l'amnistie, les déserteurs et insoumis seront tenus de se présenter, à l'effet de formuler leur déclaration de repentir, devant l'une des autorités militaires voisines du lieu où ils se trouveront, et qui seront désignées à cet effet par le ministre de la guerre.

Cette déclaration devra être faite avant l'expiration des délais ci-après, qui compteront à partir de la date du présent décret, savoir :

Deux mois pour ceux qui sont dans l'intérieur de la République;

Trois mois pour ceux qui sont en Corse;

Six mois pour ceux qui sont hors du territoire français, mais en Europe ou en Algérie;

Un an pour ceux qui sont hors d'Europe;

Et dix-huit mois pour ceux qui sont au delà du cap de Bonne-Espérance ou du cap Horn.

Art. 3. L'amnistie est entière, absolue et sans condition de servir pour les déserteurs ou retardataires qui se trouvent dans un des cas suivants :

1<sup>o</sup> Pour les insoumis qui appartiennent à l'une des classes de 1821 et suivantes, jusques et y compris celle de 1853, ou qui se sont engagés volontairement antérieurement au 31 décembre 1853;

2<sup>o</sup> Pour les déserteurs qui ont été admis sous les drapeaux, à quelque titre que ce soit, antérieurement au 31 décembre 1853;

3<sup>o</sup> Pour les déserteurs et insoumis actuellement mariés ou veufs ayant un ou plusieurs enfants, ou bien âgés, à la date du présent décret, de plus de trente-six années;

4<sup>o</sup> Pour les déserteurs et insoumis qui se trouveraient, à la date du présent décret, dans l'un des cas d'exemption prévus par l'art. 15 de la loi du 21 mars 1832 (1);

5<sup>o</sup> Pour les déserteurs auxquels il ne reste pas, à la même date du présent décret, plus d'une année de service à faire pour atteindre le terme de leur libération.

Art. 4. Les déserteurs ou insoumis amnistiés auxquels les dispositions de l'art. 3 du présent décret ne sont point applicables, seront tenus d'entrer dans un des corps de l'armée pour y faire le temps de service auquel ils sont astreints par la loi, temps dans lequel celui de leur absence ne sera pas compté.

Art. 5. Les dispositions du présent décret ne pourront, en aucun cas, être appliquées :

1<sup>o</sup> Aux détenus ou insoumis qui, n'ayant pas profité de l'amnistie en temps utile, seraient arrêtés ou se présenteraient après les délais fixés par l'art. 2 ci-dessus;

2<sup>o</sup> Aux déserteurs et insoumis qui, au moment de la publication du présent décret, auraient été condamnés pour désertion par jugement définitif.

Ceux des déserteurs et insoumis qui ne sont pas dégagés de l'obligation de servir, et qui, après avoir

(1) Seront exemptés et remplacés dans l'ordre des numéros subséquents les jeunes gens que leur numéro désignera pour faire partie du contingent et qui se trouveront dans un des cas suivants, savoir :

1<sup>o</sup> Ceux qui n'auront pas la taille de 1 mètre 56 centimètres.

2<sup>o</sup> Ceux que leurs infirmités rendront impropres au service.

3<sup>o</sup> L'ainé d'orphelins de père et de mère.

4<sup>o</sup> Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année.

Dans les cas prévus par les paragraphes ci-dessus notés 5 et 4, le frère puîné jouira de l'exemption, si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute infirmité incurable qui le rende impotent.

5<sup>o</sup> Le plus âgé de deux frères appelés à faire partie du même tirage et désignés tous deux par le sort, si le plus jeune est reconnu propre au service.

6<sup>o</sup> Celui dont un frère sera sous les drapeaux à tout autre titre que pour remplacement.

7<sup>o</sup> Celui dont un frère sera mort en activité de service, ou aura été réformé, ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé, ou infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

L'exemption accordée conformément aux n<sup>os</sup> 6 et 7 ci-dessus sera appliquée dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront; seront, comptées néanmoins en déduction desdites exemptions, les exemptions déjà accordées aux frères vivants, en vertu du présent article, à tout autre titre que pour infirmités.

Le jeune homme omis qui ne se sera pas présenté par lui ou ses ayants cause pour concourir au tirage de la classe à laquelle il appartenait, ne pourra réclamer le bénéfice des exemptions indiquées par les n<sup>os</sup> 3, 4, 5, 6 et 7 du présent article, si les causes de ses exemptions ne sont survenues que postérieurement à la clôture des listes du contingent de sa classe.

profité de la présente amnistie et avoir pris leur feuille de route pour rejoindre un corps, ne se rendraient pas à leur destination dans les délais fixés par les règlements, resteraient sous le poids de la législation relative à la désertion et à l'insoumission, et seront considérés comme déserteurs ou insoumis par récidive.

Art. 6. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil du gouvernement, à Paris, le 19 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Le grand nombre de demandes de naturalisation n'ayant pas permis au ministre de la justice de délivrer à tous ceux dont les demandes ont été accueillies les ampliations des décrets de naturalisation, il a été remis ou envoyé par le directeur des affaires civiles des lettres attestant que les décrets de naturalisation étaient rendus.

Le Gouvernement provisoire ordonne qu'en se présentant avec deux témoins constatant son identité dans les départements au maire de la commune, à Paris, au maire de l'arrondissement dans lequel il réside depuis six mois, le citoyen porteur de la lettre à lui délivrée par le directeur des affaires civiles sera immédiatement inscrit si la liste des électeurs.

Si les listes sont closes définitivement, il recevra immédiatement une carte d'électeur avec laquelle il sera admis à voter dans la section qui lui sera indiquée.

Fait en conseil du Gouvernement.

Paris, le 19 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Nous avons envoyé la lettre suivante au rédacteur de l'*Assemblée nationale* en réponse à son article d'hier :

« Citoyen rédacteur,

« J'ai encore à vous signaler des inexactitudes dans votre numéro d'aujourd'hui.

« Vous dites que nous occupons le magnifique hôtel, etc., etc., et dans un style pompeux vous faites ressortir les poétiques et champêtres douceurs de cette résidence. — D'abord nous n'occupons qu'une très-faible partie de l'hôtel, sur le derrière, et, nous vous le répétons, en vertu d'un bail. Une seule de nos pièces donne sur la rue. — Ceux qui vous renseignent auraient bien pu vous donner ces détails qu'ils doivent connaître puisqu'ils viennent chez nous.

Quant aux écrivains, ouvriers, terrassiers, au nombre de treize, dont vous parlez, si jamais le sort vous réservait de faire le quatorzième, avant d'en être réduit là, venez à la Commune de Paris, où vous pourriez avec nous rompre le pain de la fraternité. — Ma conduite envers vous sera celle que j'ai tenue envers la République, celle que je tiens tous les jours avec mes concitoyens, mes frères.

Salut et fraternité.

SOBRIER.

C'est avec plaisir que nous reproduisons cette partie de la réponse :

« Je lis avec plaisir la dernière phrase de votre lettre dans laquelle je veux reconnaître un sens tout fraternel, sans arrière-pensée; et si jamais je suis proscrit par votre parti, c'est auprès de vous, monsieur, que j'irai chercher un asile. »

DE LAVALETTE.

Réponse du citoyen Lamartine à la députation des travailleurs.

Une nombreuse députation d'ouvriers se présente pour venir offrir ses services et son sang au gouvernement provisoire, et demande au citoyen Lamartine quel cri ils doivent proférer.

Le citoyen Lamartine répond : « Le seul cri qui soit permis aux généreux citoyens que vous représentez, le seul cri que les membres du gouvernement provisoire puissent accepter, c'est celui de *Vive la République!* Vous lui donnez le même sens que nous, citoyens travailleurs, dont nous voulons relever le sort par le travail et par des institutions qui vous fassent entrer régulièrement dans la propriété et dans l'instruction, dans toutes les conditions d'aisance, de moralité, de lumière, de consolidation d'une société démocratique, mais d'une société définie et pratique.

« Vous n'êtes pas de ceux qui rêveraient l'expropriation des uns par les autres; mais vous êtes, comme tous les travailleurs intelligents, honnêtes, vraiment patriotes, vraiment démocrates par le bon sens; vous êtes de ceux qui mourraient, au besoin, pour défendre les biens mêmes qu'ils ne possèdent pas encore; vous êtes, je le vois à vos paroles, vous êtes de cet admirable peuple dévoué à l'amélioration, non à la destruction de l'ordre social!

« Jamais la postérité n'oubliera les preuves sublimes de bon sens, de dévouement, de désintéressement que vous donnez, à cette grande époque, devant la France et devant le monde. On disait que vous n'étiez pas mûrs pour la République, on disait que les travailleurs seraient le danger de la République. On vous ignorait, on vous calomniait : vous en êtes la force, la vertu, le salut!

« Ralliez-vous, à notre voix, autour de la société; car, sous la République, la société et le gouvernement régulier sont la propriété de tous! Encore une fois, point d'autres cris que celui de : *Vive la République!* Et en criant ainsi, vous criez : *Vive le travail! Vive la propriété! Vive l'ordre qui grandit tout!* Vous avez le droit de pousser ce cri plus que personne, car la République vous appartient! Vous l'avez conquise sur la royauté et vous la défendez contre l'anarchie! Celle-là sera vraiment la République du peuple et des travailleurs de Paris? »

La députation se retire aux cris de : *Vive la République!* et, avant de se séparer, les travailleurs font promettre aux délégués qui les ont introduits que la réponse de M. Lamartine sera répandue le grand jour de la revue générale, le 20 avril.

Le rédacteur en chef: CAHAIGNE.

Imprimerie Lacraupe et Fertiaux, rue Damiette, 2.